



Pour diffusion immédiate

Le financement du développement dans le cadre de la crise du Covid-19 devrait respecter les droits humains

Une coalition mondiale réclame des services essentiels, la justice économique et la protection des communautés vulnérables et de l'environnement

18 mai 2020 – Les droits humains devraient guider l'usage qui sera fait des milliards de dollars que les institutions de financement du développement se sont engagées à allouer à la lutte contre la crise sanitaire et économique du Covid-19, a déclaré aujourd'hui la [Coalition pour les droits humains dans le développement](#).

Cette coalition de 98 mouvements sociaux, groupes de base et organisations de la société civile du monde entier a constaté que la pandémie causait un préjudice aux communautés vulnérables affectées par des projets de développement et qu'elle exacerbait les difficultés dues aux inégalités, à la violence, à la militarisation et à la surveillance.

La Coalition a inventorié les promesses de dons destinés aux réponses d'urgence de la part des principales banques multilatérales de développement, à hauteur de [90 milliards USD](#). Des ressources supplémentaires seront probablement assignées à la reprise économique, puisque la Banque mondiale se dit prête à fournir 160 milliards USD pour les 15 prochains mois. Toutefois, alors que ces fonds sont déployés, des récits ont émergé, évoquant des [cas de mauvaise gestion](#) et de gaspillage.

« Chaque dollar alloué par une institution de financement du développement pourrait réellement faire la différence pour une famille menacée de perte d'emploi, de famine ou d'expulsion, mais encore faut-il qu'elle puisse le recevoir, a déclaré [Komala Ramachandra](#), chercheuse senior auprès de la division Entreprises et droits humains de [Human Rights Watch](#) à Washington. Aujourd'hui, plus que jamais, les banques de développement devraient guider et superviser leurs clients, étatiques et privés, afin de veiller à ce que leur argent ait l'impact désiré. »

Dans une [déclaration](#) publiée aujourd'hui, la Coalition a déclaré que les institutions de financement du développement devraient s'assurer – aussi bien lors de la pandémie que par la suite – que leurs fonds parviennent aux personnes les plus vulnérables et permettent un accès universel et équitable aux services essentiels, y compris aux soins médicaux, à la nourriture, au logement, à l'eau, à l'assainissement, à l'éducation et aux moyens de subsistance durables.

Il s'agit notamment d'éviter de financer des projets qui nuisent à l'environnement, déplacent les habitants ou menacent la sécurité alimentaire.

La Coalition a également déclaré que les institutions devraient intégrer des protections contre la corruption et prévoir des garanties de transparence, de responsabilisation et de réelle consultation des communautés.

« Les financiers du développement devraient garantir que leurs bénéficiaires – États ou entreprises – se dotent de protocoles visant à prévenir, surveiller et traiter les violations des droits et à atténuer l'impact du Covid-19 sur les peuples autochtones », a déclaré Aída Gamboa, coordonnatrice du programme Amazonie de [Derecho, Ambiente y Recursos Naturales](#) (Droits, environnement et ressources naturelles, DAR) au Pérou.

Alors que les mesures de contrôle de la pandémie de Covid-19 ont créé de nouveaux risques et difficultés pour ceux qui s'élèvent contre les activités de développement nocives et agissent pour défendre leurs droits, la Coalition a par ailleurs appelé les financiers du développement à aider à protéger la société civile et à veiller à la mettre à l'abri des représailles.

*« Les défenseurs des droits environnementaux et fonciers font face à un accroissement des risques et des menaces, a déclaré Jaybee Garganera, coordonnateur national d'[Alyansa Tigil Mina](#) (Alliance pour la fin de l'exploitation minière, ATM) aux Philippines. *Confinés chez nous, nous sommes incapables de réagir aux actions destructrices de l'exploitation minière, de la déforestation, des projets de barrage et des autres activités agressives de développement. Entretemps, pour les entreprises extractives, rien n'a changé : les opérations d'exploitation minière sont autorisées à se poursuivre. »**

L'inquiétude est d'autant plus grande, a déclaré la Coalition, qu'on rapporte actuellement que des ressources qui étaient réservées à d'autres usages sont désormais réattribuées, souvent sans aucune transparence.

*« Même en temps normal, les communautés ont beaucoup de mal à avoir accès aux informations et à participer aux projets qui les affecteront, a déclaré Elias Jika, coordonnateur du programme Afrique pour l'[International Accountability Project](#), basé au Malawi. *Les banques du développement devraient se conformer aux normes internationales les plus exigeantes afin de garantir que le droit à l'information des communautés soit respecté, en divulguant tous les fonds qui sont employés en faveur de la lutte contre le Covid-19 et en vérifiant que des informations sur le projet soient disponibles dans les langues locales. »**

La Coalition a déclaré que les institutions de financement du développement devraient s'assurer que leurs fonds n'exacerbent pas les inégalités, à travers une privatisation ou de partenariats public-privé, et que les ressources bénéficiant au secteur privé sont bien employées pour appuyer les droits des travailleurs. Enfin la Coalition a appelé les banques du développement à annuler les remboursements de la dette des pays emprunteurs, au moins

jusqu'à fin 2020, et à se servir de leur influence collective pour pousser les acteurs privés à élargir les initiatives d'allègement de la dette.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

À Rome, pour la Coalition pour les droits humains dans le développement, Lorena Cotza (anglais, espagnol) : +39-32-857-61056 (portable) ; ou lcotza@rightsindevelopment.org

À Washington, pour Human Rights Watch, Komala Ramachandra (anglais) : +1-347-413-1356 (portable) ; ou ramachk@hrw.org. Twitter : @Komala_chandra

À Lima, pour DAR, Annie Morillo (espagnol) : +51-99-39-31989 ; ou amorillo@dar.org.pe

À Lima, pour DAR, Pamela Cifuentes (espagnol) : Pcifuentes_consultora@dar.org.pe

À Manile, pour ATM, Paul Delin (anglais) : +63-906-419-2895 ; ou

pauljohndelin@protonmail.com

À Manille, pour ATM, Paul Pangan (anglais) : +63-977-816-1113; ou

pjpangan@protonmail.com

À Lilongwe (Malawi), pour l'International Accountability Project, Elias Jika (anglais, chichewa) : +265-999-122353 ; ou elias@accountabilityproject.org